Laurent-Perrier
Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 22.594.271,80 euros
Siège Social : 32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne
335 680 096 RCS Reims

Comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2005

A. Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros, sauf résultat par action)</i>	Notes	30 sept 2005	30 sept 2004 ⁽¹⁾	31 mars 2005 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	3.13	90,73	79,86	190,97
Coût des ventes		(44,43)	(39,99)	(102,32)
Marge brute		46,30	39,86	88,65
Autres produits d'exploitation nets	3.14	0,36	0,07	1,90
Charges commerciales		(19,37)	(16,60)	(38,34)
Charges administratives		(8,65)	(7,99)	(18,03)
Résultat opérationnel courant		18,64	15,34	34,18
Autres charges et produits opérationnels	3.16	0,76	0,55	0,47
Résultat opérationnel		19,40	15,89	34,65
Coût de la dette financière nette		(4,55)	(4,31)	(8,57)
Autres produits et charges financiers		(0,23)	(0,19)	(0,41)
Résultat financier	3.17	(4,77)	(4,49)	(8,98)
Impôts sur les bénéfices	3.18	(5,67)	(4,92)	(9,29)
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		(0,03)	(0,05)	(0,09)
Résultat net des activités en cours de cession			0,08	0,08
Résultat net		8,93	6,51	16,38
Résultat net : part des minoritaires		0,06	0,01	0,07
Résultat net : part du Groupe		8,87	6,50	16,31
Résultat net, part du Groupe par action (en euros)		1,49	1,09	2,74
Nombre d'actions		5 945 861	5 945 861	5 945 861
Résultat net, part du Groupe par action après dilution (en euros)		1,53	1,12	2,82
Nombre d'actions		5 792 357	5 787 310	5 787 109

Bilan Consolidé

<i>(en millions d'euros, sauf résultat par action)</i>	Notes	30 sept 2005	31 mars 2005 ⁽¹⁾
Actif			
Goodwill	3.1	25,79	25,76
Immobilisations incorporelles nettes	3.2	3,53	3,52
Immobilisations corporelles nettes	3.3	109,78	108,34
Titres mis en équivalence	3.4	0,15	0,18
Actifs financiers non courants	3.5	2,19	2,64
Actif d'impôt différé	3.11	0,98	0,98
Actif non courant		142,42	141,42
Stocks et en-cours	3.6	295,32	305,87
Créances clients	3.7	49,79	33,27
Autres créances	3.8	8,44	13,49
Actifs destinés à être cédés			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.10	8,94	14,12
Actif courant		362,49	366,75
TOTAL DE L'ACTIF		504,91	508,17
Passif			
Capital		22,59	22,59
Réserves liées au capital		22,74	22,74
Réserve de réévaluation		12,37	13,59
Autres réserves		94,69	94,46
Ecart de conversion		(0,17)	(0,19)
Capitaux propres - part du Groupe		152,22	153,19
Intérêts minoritaires		1,74	1,73
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		153,96	154,92
Provisions pour risques et charges - part à LT	3.9	5,06	7,25
Dettes financières à long terme	3.10	272,61	242,46
Passifs d'impôt différé	3.11	16,15	15,71
Passif non courant		293,82	265,42
Dettes financières à court terme	3.10	8,48	6,55
Fournisseurs		25,93	62,81
Dettes fiscales et sociales		10,60	10,72
Passif d'impôt exigible			
Autres dettes		12,12	7,75
Passif courant		57,13	87,83
TOTAL DU PASSIF		504,91	508,17

Les notes font partie intégrante des comptes

Tableau des Flux de Trésorerie Consolidé

<i>(en millions d'euros, sauf résultat par action)</i>	30 sept 2005	30 sept 2004 ⁽¹⁾	31 mars 2005 ⁽¹⁾
Flux de trésorerie liés à l'activité.....			
Résultat net des sociétés intégrées	8,93	6,51	16,38
Dotations nettes aux amortissements et provisions	0,67	1,50	4,25
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	0,15		
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie	0,03	0,05	0,10
Quote part dans le résultat des mises en équivalence	0,03	0,05	0,09
Plus values de cession, nettes d'impôt	-	0,19	0,23
Capacité d'autofinancement après impôt	9,81	7,92	20,59
Charge d'impôt (y compris l'impôt différé)	5,67	4,92	9,29
Capacité d'autofinancement avant impôt	15,48	12,84	29,88
Impôt versé	- 6,18	- 2,42	- 6,00
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité			
- Stocks et encours	10,55	14,66	- 19,90
- Créances clients	- 16,44	- 11,12	- 3,63
- Fournisseurs	- 36,92	- 42,14	2,66
- Autres créances et autres dettes	9,01	9,96	- 2,64
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (A)	- 24,50	- 18,22	0,37
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B).....			
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 3,49	- 2,27	- 14,73
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	0,05	3,55	3,55
Variation nette des autres immobilisations financières	0,04	0,08	0,72
Incidence des variations de périmètre			
Autres flux liés aux opérations d'investissement			
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 3,40	1,36	- 10,46
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)			
Dividendes mis en paiements au cours de l'exercice	- 4,45	- 3,93	- 3,88
Vente (Rachat) d'actions propres	0,16		
Emission d'emprunts.....	33,88	20,29	18,67
Remboursement d'emprunts	- 1,06	- 0,97	- 4,45
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	28,53	15,39	10,34
Variation nette de la trésorerie (A+B+C)	0,63	- 1,47	0,25
<i>Trésorerie nette en début de période</i>	13,10	12,95	12,95
<i>Incidence des variations de cours de devises</i>	0,10	0,10	0,15
<i>Incidence des variations de périmètre et changement de méthodes de consolidation</i>	- 5,07		
<i>Variation de trésorerie</i>	0,63	- 1,47	0,25
Trésorerie nette à la fin de la période.....	8,76	11,38	13,05

Variation des capitaux propres consolidés

<i>en millions d'euros sauf le nombre d'actions</i>	Nombre d'actions	Capital	Réserves liées au capital	Réserve de réévaluation	Actions propres	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Total part du groupe	Minori- taires	Total
1er avril 2004 - IFRS	5 945 861	22,59	22,74	13,27		82,06	(0,03)	140,63	1,50	142,13
Variation de valeur des terres à vignes				0,31				0,31	0,16	0,48
Ecart de conversion							(0,16)	(0,16)		(0,16)
Variations de valeur reconnues directement en capitaux propres		-	-	0,31	-	-	(0,16)	0,16	0,16	0,32
Résultat 2004-2005						16,31		16,31	0,07	16,38
Total des charges et produits comptabilisés		-	-	0,31	-	16,31	(0,16)	16,46	0,23	16,70
Charges liées aux plans d'options						0,10		0,10		0,10
Dividendes versés						(3,89)		(3,89)		(3,89)
Variation de périmètre et autres						(0,12)		(0,12)		(0,12)
31 mars 2005 - IFRS	5 945 861	22,59	22,74	13,59	-	94,46	(0,19)	153,19	1,73	154,92
Retraitements d'application IAS 39				(1,30)	(5,07)	0,58		(5,79)		(5,79)
								-		-
31 mars 2005 - IFRS après IAS 39	5 945 861	22,59	22,74	12,29	(5,07)	95,04	(0,19)	147,40	1,73	149,14
Couverture de la charge d'intérêt future - variation de valeur				0,08				0,08		0,08
Ecart de conversion							0,02	0,02		0,02
Variations de valeur reconnues directement en capitaux propres		-	-	0,08	-	-	0,02	0,10	-	0,10
Résultat 2004-2005						8,87		8,87	0,06	8,93
Total des charges et produits comptabilisés		-	-	0,08	-	8,87	0,02	8,97	0,06	9,03
Vente (Rachat) d'actions propres					0,16			0,16		0,16
Charges liées aux plans d'options						0,05		0,05		0,05
Dividendes versés						(4,40)		(4,40)	(0,05)	(4,45)
Variation de périmètre et autres						0,05		0,05		0,05
30 septembre 2005 - IFRS	5 945 861	22,59	22,74	12,37	(4,92)	99,61	(0,17)	152,23	1,74	153,97

Annexe aux comptes consolidés

Les montants sont exprimés en millions d'euros sauf mention contraire

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Principes généraux de présentation et d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des terres à vignes, des récoltes vendangées par Laurent-Perrier et de certaines catégories d'instruments financiers, qui sont évaluées à leur juste valeur.

Les valeurs comptables des actifs et des passifs reconnus au bilan et qui font l'objet d'une couverture sont ajustées pour tenir compte des variations de juste valeur des risques couverts.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe Laurent-Perrier au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006 seront préparés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptées par l'Union Européenne au 31 mars 2006.

Conformément à la recommandation du CESR (Committee of European Securities Regulators) du 30 décembre 2003 sur l'information à fournir pendant la période de transition aux IFRS, à l'article 221-5 du règlement général et au communiqué daté du 27 juin 2005 de l'AMF (Autorité des Marchés Financiers), le Groupe Laurent-Perrier a choisi d'établir les comptes semestriels du 30 septembre 2005 selon les règles de transition suivantes :

- les principes de comptabilisation et d'évaluation retenus sont conformes au référentiel IFRS tel qu'adopté au 30 septembre 2005 par l'Union Européenne ;
- la présentation des états financiers (compte de résultat, bilan, tableau des flux de trésorerie et tableau de variation des capitaux propres) est conforme à la recommandation CNC 2004 R.02 en matière de présentation de ces éléments par les entreprises sous référentiel comptable international ;
- l'information fournie en annexe, suivent, quant à elles, les règles françaises énoncées dans la recommandation n°99-R-01 du Conseil National de la Comptabilité relative aux comptes intermédiaires.

En conséquence, les comptes semestriels au 30 septembre 2005 n'incluent pas toutes les informations de l'annexe exigées par le référentiel IFRS.

Les principes IFRS retenus pour l'établissement des comptes semestriels du 30 septembre 2005 sont ceux qui ont fait l'objet d'une publication au Journal Officiel de l'Union Européenne avant le 30 septembre 2005. Ils ne prennent donc en compte, ni les normes et interprétations publiées par l'IASB (International Accounting Standard Board) au 30 septembre 2005 mais non encore adoptées par l'Union Européenne à cette date, ni celles qui ne sont pas encore en vigueur.

Le référentiel comptable utilisé étant susceptible d'évoluer d'ici le 31 mars 2006, il est possible que le bilan d'ouverture audité ne soit pas le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2004 à partir duquel les comptes consolidés de l'exercice 2005-2006 seront effectivement établis et que les résultats IFRS semestriels et annuels 2004-2005 et 2005-2006, ainsi que le bilan au 31 mars 2005 présentés ci-après soient modifiés au cours du second semestre de l'exercice 2005-2006 pour être présenté en tant que comparatif lors de la publication des comptes consolidés du Groupe au 31 mars 2006.

1.2 Première application des IFRS et changements de méthode intervenus dans l'exercice

Les états financiers du groupe au 31 mars 2006 seront les premiers comptes publiés par le Groupe Laurent Perrier selon le référentiel IAS/IFRS. Les états financiers de

l'exercice 2004-2005, ainsi que le bilan d'ouverture du 1^{er} avril 2004, ont été retraités selon les dispositions énoncées dans IFRS 1 – *Première adoption des normes internationales d'information financière* afin de refléter les effets des changements de méthodes liés à l'adoption des IFRS.

Les principaux impacts constatés sur le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} avril 2004, les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués et leurs effets chiffrés sur le bilan d'ouverture et sur les résultats de l'exercice 2004-2005 sont décrits au § 4. A l'exception de certains cas évoqués au § 4 précité, l'ensemble des normes a donc été appliqué de façon rétrospective, modifiant les capitaux propres d'ouverture au 01/04/04 en conséquence.

Les comptes des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, sont retraités afin d'être en conformité avec les principes comptables du Groupe.

Les normes IAS 32 – *Instruments financiers : Information à fournir et présentation* et IAS 39 : *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* sont appliquées à compter du 1^{er} avril 2005. L'effet de ce changement de méthode a été comptabilisé dans les capitaux propres au 1^{er} avril 2005 et est décrit au § 4.5. Conformément à la norme IFRS 1 précitée, l'information donnée au titre de l'exercice 2004-2005 n'a pas été retraitée et n'est donc pas comparable.

L'IFRS 4 – *Contrats d'assurance*, d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005, est sans incidence sur les comptes du Groupe Laurent-Perrier.

1.3 Principes de préparation des comptes semestriels

Les comptes consolidés semestriels de Laurent-Perrier S.A. et de ses filiales (le Groupe) sont préparés conformément aux règles et principes comptables tels que décrits ci-après, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.4 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite que la direction du Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits apparaissant au compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- les tests de dépréciation (hypothèses décrites au § 1.11) ;
- les provisions pour retraite (hypothèses décrites au § 3.9.1) ;
- l'estimation de la récolte lors de l'arrêté semestriel.
- les charges sur les stocks options (IFRS 2)
- la comptabilisation des couvertures en juste valeur (IAS 39).

1.5 Méthodes de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle direct ou indirect par la détention de plus de 50% des droits de vote émis ou dans lesquelles il exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence. L'influence notable est présumée établie lorsque le Groupe détient plus de 20% des droits de vote.

Les acquisitions ou cessions de sociétés intervenues en cours d'exercice sont prises en comptes dans les états financiers consolidés à partir de la date de prise de contrôle ou d'influence ou jusqu'à la perte de contrôle ou d'influence.

La première application des normes IFRS n'a eu aucune incidence sur le périmètre de consolidation.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes arrêtés au 30 septembre.

1.6 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes des filiales utilisant une monnaie fonctionnelle différente de l'euro sont convertis en euros :

- aux cours de clôture pour les postes de bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites en capitaux propres, en « écart de conversion ».

1.7 Opérations en devises et couvertures de change

Les opérations en devises étrangères réalisées par les sociétés consolidées sont converties dans leur monnaie fonctionnelle aux cours des devises à la date des opérations.

Les créances et dettes exprimées en devises étrangères sont converties aux cours de ces devises à la date de clôture. Les pertes et les gains de change latents résultant de cette conversion sont enregistrés :

- en résultat opérationnel courant pour les opérations commerciales d'achats et de ventes
- en résultat financier pour les opérations de nature financière.

Les pertes et les gains de change résultant de la conversion d'opérations ou créances et dettes intragroupe en devises étrangères, ou de leur élimination, sont enregistrés au compte de résultat, à moins qu'ils ne proviennent d'opérations de financement intragroupe à long terme pouvant être considérées comme faisant partie de l'actif net de la filiale : ils sont dans ce cas inscrits dans les capitaux propres, en « écart de conversion ».

Lorsque des instruments dérivés sont affectés à la couverture d'opérations commerciales en devises, ceux-ci sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture. La variation de valeur de marché de ces instruments dérivés est enregistrée :

- en marge brute pour le part efficace de la couverture des créances et dettes inscrites au bilan à la date de clôture ;
- en capitaux propres, en réserve de réévaluation, pour la part efficace de la couverture de flux de trésorerie futurs, ce montant étant transféré en marge brute lors de la comptabilisation des créances et dettes objets de la couverture ;
- en résultat financier pour la part inefficace de la couverture.

1.8 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément aux principes énoncés par IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont comptabilisés à leur juste valeur.

La différence existant entre le coût d'acquisition et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs et passifs à la date d'acquisition est comptabilisée au poste « goodwill », qui n'est pas amorti et qui fait l'objet de test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au moins une fois par an (voir § 1.11 infra).

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs identifiés, le goodwill négatif est immédiatement reconnu en résultat dans les « autres produits et charges opérationnels ».

1.9 Immobilisations incorporelles

Seules les marques acquises, individualisables et de notoriété reconnue sont inscrites à l'actif, à la valeur déterminée lors de leur acquisition.

Les frais de dépôt de marque ou les frais pour développer une marque existante constituent des charges de l'exercice.

Le Groupe a qualifié ses marques principales comme des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéfinie. Elles ne sont donc pas amorties, mais elles font l'objet d'une revue de leur valorisation lors de survenance d'événements susceptibles de remettre en cause leur valeur et, dans tous les cas, au minimum une fois par an. Lorsque leur valeur recouvrable fondée sur les critères ayant prévalu lors de leur acquisition s'avère inférieure de façon durable à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée.

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement par des logiciels amortis sur leur valeur d'utilité, entre 1 et 8 ans.

1.10 Immobilisations corporelles

A l'exception des terres à vignes, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de l'IAS 16 – *Immobilisations corporelles*.

Les terres à vignes sont évaluées à leur valeur de marché, conformément à l'autre traitement autorisé par l'IAS 16. La valeur de marché est déterminée à partir des

valeurs « dominantes » publiées au Journal Officiel le plus récent. La réévaluation de la terre à vignes est comptabilisée lorsque la valeur réévaluée évolue de plus de 5% par rapport à la valeur comptable actuelle.

Les terres à vignes nouvellement acquises restent valorisées à leur coût d'acquisition pendant les neuf premières années. Toutefois, en cas de baisse significative des valeurs de marché publiées au JO pendant cette période, un test de dépréciation approprié est réalisé.

L'écart entre le coût historique et la valeur réévaluée est inscrit dans les capitaux propres en « Réserve de réévaluation ». Si la valeur de marché devient inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constatée en résultat du montant de la différence.

Les frais de plantation, considérés comme des agencements de terrains, sont maintenus au coût historique et amortis sur 25 ans.

Les amortissements sont calculés au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes selon les critères suivants :

- Constructions et aménagements : 10 à 50 ans
- Installations techniques, matériel : 4 à 35 ans
- Autres : 4 à 20 ans

La valeur résiduelle des immobilisations est prise en compte dans le calcul des amortissements lorsqu'elle est jugée significative.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation, dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

Les biens financés par un contrat de location-financement sont immobilisés lorsque ces contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens, sur la base de la valeur actuelle des loyers à verser ou sur la base de la valeur de marché si celle-ci est inférieure.

Les contrats de location dans lesquels les risques et avantages ne sont pas transférés au Groupe sont classés en location simple. Les paiements au titre des locations simples sont comptabilisés en charge de façon linéaire sur la durée du contrat.

1.11 Dépréciation des actifs à long terme

Conformément à IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, le Groupe procède à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs long terme selon le processus suivant :

- Les actifs corporels et incorporels amortissables font l'objet d'un test de dépréciation s'il existe un indice de perte de valeur sur ces immobilisations ;
- Les actifs incorporels non amortissables et les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation dès qu'un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable à la plus élevée des deux valeurs suivantes : prix de vente net de coûts de sortie ou valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par l'utilisation continue des actifs testés pendant leur période d'utilité

et de leur cession éventuelle à l'issue de cette période. La Direction utilise à cet effet ses dernières prévisions de trésorerie établies sur 5 ans et détermine, à l'issue de cet horizon, une valeur terminale. L'actualisation est réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe. Celui-ci intègre le taux de rendement attendu par un investisseur dans le secteur d'activité et la prime de risque propre au Groupe.

Les tests de dépréciation sont réalisés, selon les circonstances, individuellement sur les actifs, ou au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ces actifs sont rattachés. Les UGT correspondent au plus petit groupe d'actifs générant des flux de trésorerie autonomes d'autres groupes d'actifs. Le rattachement des goodwill aux UGT est réalisé selon la manière dont la Direction du Groupe suit la performance des opérations et apprécie les synergies liées aux acquisitions.

L'éventuelle dépréciation des actifs d'une UGT est imputée prioritairement sur le goodwill concerné. Toute dépréciation de ce dernier est alors définitive.

1.12 Titres de participation non consolidés et autres actifs financiers

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont initialement enregistrés à leur juste valeur. Ils sont ensuite valorisés à chaque clôture :

- à leur coût (net des dépréciations éventuelles), pour les participations dont la valeur n'est pas significative
- à leur juste valeur, pour les participations qualifiées comme « actifs disponibles à la vente ». Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique séparée des capitaux propres jusqu'à la cession effective des titres. Lorsque les circonstances permettent de conclure que la perte de valeur est définitive, celle-ci est comptabilisée en résultat financier.

Lorsque les participations restent valorisées à leur coût, notamment si leur juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable, elles font l'objet d'un test de dépréciation. Dans ce cas, la valeur recouvrable est déterminée en fonction de la part du Groupe dans l'actif net, la rentabilité future attendue et les perspectives de développement de l'entité représentative de l'investissement.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Sur cette base, les prêts à long terme sans intérêt sont donc inscrits au bilan pour leur valeur actualisée.

1.13 Actifs non courants détenus en vue de la vente

Un actif est classé en « actif détenu en vue de la vente » si :

- la vente est hautement probable dans un horizon raisonnable,
- ou l'actif est disponible en vue d'une vente immédiate dans son état actuel et un plan de vente de l'actif a été engagé par la direction

Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont classés sur une ligne particulière du bilan consolidé.

Conformément à IFRS 5 *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, ces actifs sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur

comptable et leur valeur de marché diminuée des coûts nécessaires à la réalisation de la vente.

1.14 Stocks et en cours

A l'exception des raisins récoltés par le Groupe dans ses propres vignes, les stocks sont évalués au prix de revient, sans que celui-ci puisse excéder la valeur nette de réalisation. La méthode de valorisation retenue est le coût unitaire moyen pondéré excluant les frais financiers.

Les vins produits à partir des raisins récoltés par le Groupe dans ses vignes sont évalués en valeur de marché de la vendange concernée, comme si les raisins avaient été acquis. Jusqu'à la date de la vendange, les raisins sont valorisés prorata temporis sur la base d'un rendement et d'une valeur de marché estimés.

Les vins bloqués détenus pour le compte des livreurs (indisponibles avant une décision de déblocage émanant des organismes professionnels) ne comprennent que les coûts de pressurage et de vinification à l'exclusion de tout autre coût.

En cas de baisse significative du niveau d'activité à certains stades de production, il est pratiqué l'imputation rationnelle des frais fixes pour l'évaluation des stocks, afin de n'intégrer aucune charge de sous-activité dans le prix de revient des stocks.

Bien que le processus de vieillissement du champagne impose de conserver les stocks plus d'un an, ceux-ci restent classés dans l'actif courant conformément à la durée du cycle d'exploitation.

1.15 Clients et créances d'exploitation

Les créances sont comptabilisées pour leur montant actualisé lorsque l'échéance est supérieure à un an et que l'effet de l'actualisation est significatif.

Les provisions pour dépréciation des créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte. L'identification des créances douteuses, ainsi que le montant des provisions correspondantes, est fondée sur l'expérience historique des pertes définitives des créances et l'ancienneté des créances. Lorsque la certitude est acquise qu'une créance douteuse ne sera pas récupérée, ladite créance et sa provision sont annulées par le compte de résultat.

1.16 Impôts différés

Les impôts différés relatifs aux différences temporelles existant entre les bases taxables et les bases comptables des actifs et passifs consolidés sont constatés selon la méthode du report variable, au taux votés ou quasiment votés à la date de clôture.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires sont reconnus dès lors que leur réalisation peut être raisonnablement anticipée.

Les impôts différés ne font l'objet d'aucune actualisation.

Les impôts éventuellement à la charge du Groupe sur les distributions de dividendes des filiales sont provisionnés dès lors que la décision de distribution a été prise formellement à la date d'arrêté des comptes. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés par entité fiscale lorsqu'ils ont des échéances de renversement identiques.

Lors des arrêtés intermédiaires, le taux d'impôt retenu pour le calcul de la charge de la période est le taux résultant des projections pour l'ensemble de l'exercice.

1.17 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués par les liquidités et les placements disponibles à moins de trois mois, dont la valeur n'est pas soumise de manière significative à l'évolution de cours ou d'indices. A défaut, ceux-ci sont présentés sur une ligne distincte du bilan.

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, dont les variations sont constatées en résultat financier.

1.18 Plans d'option d'achat et d'option de souscription d'actions

Les plans de souscription d'actions sont accordés aux dirigeants et à certains salariés du Groupe.

Conformément aux dispositions de IFRS 2 – *Paiements fondés sur des actions*, les plans mis en place après le 7 novembre 2002 font l'objet d'une valorisation à la date d'attribution et d'une comptabilisation en charge de personnel sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires, en général 4 ans. Cette charge, représentant la valeur de marché de l'option à la date de son attribution, est enregistrée en contrepartie d'une augmentation des réserves.

Compte tenu de leurs caractéristiques, les plans sont valorisés selon le modèle d'évaluation de Black & Scholes.

1.19 Engagements de retraite et autres avantages du personnel

Les montants des engagements du Groupe en matière d'avantages au personnel (notamment pensions, compléments de retraite et indemnités de départ en retraite) font l'objet de provisions estimées sur la base d'évaluations actuarielles, en fonction des réglementations et usages en vigueur dans les pays d'exercice de l'activité. Ces engagements sont calculés selon les principes de la norme IAS 19, utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées au § 3.9.1..

Les effets cumulés des écarts actuariels, qui résultent d'ajustements liés à l'expérience ou de changements d'hypothèses, sont comptabilisés de la manière suivante :

- la fraction des pertes et gains actuariels, représentant au maximum 10% du plus faible montant entre la valeur actuelle de la dette actuarielle d'une part et la juste valeur des fonds du régime d'autre part, n'est pas comptabilisée ;
- la fraction des pertes et gains actuariels excédant ce corridor de 10% est amortie à compter de l'exercice suivant, de manière linéaire, sur la durée résiduelle de service restant à accomplir par le personnel concerné.

Le coût des services passés résultant notamment de la modification éventuelle des droits prévus par un régime ou de l'élargissement du nombre de leurs bénéficiaires à compter du 1^{er} avril 2004, est amorti sur la durée de service qu'il reste à accomplir par le personnel concerné.

1.20 Provisions pour risques et charges

Le Groupe constate une provision lorsqu'il existe à la clôture une obligation vis-à-vis d'un tiers, résultant d'un événement passé, que la perte ou le paiement en découlant est probable et peut être raisonnablement évalué. Lorsque l'échéance de cette obligation est supérieure à un an, le montant de la provision est actualisé si son impact est significatif. Les effets de l'actualisation éventuelle sont enregistrés en résultat financier.

Au cas où ce passif n'est ni probable, ni ne peut être raisonnablement évalué mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements hors-bilan.

1.21 Instruments financiers et dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer et couvrir opérationnellement les risques de variation de taux de change et de taux d'intérêts. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les instruments dérivés détenus par le Groupe et qualifiés comptablement de couverture au sens de la norme IAS 39 sont en majorité :

- pour la couverture de taux : des swaps de couverture de flux de trésorerie futurs (receveur Euribor 3M, payeur taux fixe),
- pour la couverture de change : des achats et ventes à terme fermes de devises

La comptabilité de couverture prévue par la norme IAS 39 est appliquée de façon prospective à compter du 1^{er} avril 2005. Les opérations de couverture font l'objet d'une documentation spécifique à cette date. Un test d'efficacité est effectué au 1^{er} avril 2005, puis à chaque clôture.

L'efficacité de la couverture sur le plan comptable est vérifiée par le rapport des variations de valeur respective du dérivé et du sous-jacent couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80% et 125%.

En l'absence de relation de couverture ou pour la partie inefficace des couvertures, les variations de valeur des instruments dérivés sont enregistrées en résultat financier.

1.22 Reconnaissance des revenus

Le chiffre d'affaires inclut les ventes de marchandises en gros à des distributeurs et agents, ainsi que les ventes au détail, qui sont constatées respectivement lors du transfert de propriété, le plus souvent lors de l'expédition, ou lors de l'achat par la clientèle.

Il est présenté net de toutes formes de remises et ristournes, y compris les sommes versées dans le cadre d'accords de participation publicitaire avec le distributeur, comme il est d'usage courant dans la profession, ainsi que des droits sur vins et alcools.

Compte tenu de leur caractère accessoire, seule la marge réalisée sur les ventes de produits intermédiaires et de prestations de services à caractère industriel est présentée dans le compte de résultat, sur la ligne « autres charges et produits d'exploitation »

1.23 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction des actions Laurent-Perrier auto-détenues inscrites en diminution des capitaux propres.

Le résultat net par action après dilution est calculé en ajustant le résultat net part du Groupe et le nombre d'actions en circulation de l'effet dilutif de l'exercice des plans d'options ouverts à la date de clôture. La dilution rattachée aux options est déterminée selon la méthode du rachat d'actions, en l'occurrence le nombre théorique d'actions rachetées au prix du marché (prix moyen de l'année) à partir des fonds recueillis lors de l'exercice des options.

1.24 Soldes intermédiaires du compte de résultat

L'activité principale du Groupe consiste à produire et vendre des vins de Champagne sous quatre marques différentes, du milieu au haut de gamme. Le résultat opérationnel courant provient de cette activité, qu'il s'agisse d'opérations récurrentes ou occasionnelles, principales ou accessoires.

Les autres produits et charges opérationnels comprennent le résultat d'opérations qui, en raison de leur nature et/ou leur fréquence, ne peuvent être considérées comme faisant partie des activités du Groupe.

Il s'agit en particulier des dépréciations éventuelles des actifs incorporels non amortis et des goodwill, ainsi que du résultat de cession d'actifs immobilisés ou d'entités consolidées s'il est significatif.

1.25 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie consolidé est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat net avec la trésorerie générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut les disponibilités et autres instruments de placement, sous déduction des découverts bancaires.

1.26 Information sectorielle

L'information sectorielle présentée au § 3.10 repose primitivement sur les secteurs géographiques suivis par la direction du Groupe pour l'analyse et le suivi de la performance opérationnelle.

2. PRINCIPALES OPERATIONS DU SEMESTRE

- Acquisitions du 1^{er} semestre : NEANT

-

3. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES

3.1 Goodwill

3.1.1 Principaux goodwill

	Année d'acquisition	30-sept-05	31-mars-05
		Net	Net
Titres de la SA Champagne Laurent-Perrier	1998	2,19	2,19
Titres de la SA Champagne de Castellane	1999	1,64	1,64
Titres de la SA Laurent-Perrier Suisse	2000	0,18	0,18
Titres de la SA A.S.	2001	0,35	0,35
SARL Alain Mandois	2003	0,73	0,73
Titres de la SARL Pétret-Martinval	2004	0,06	0,06
SA Château Malakoff	2004	20,52	20,52
SC Dirice	2005	0,10	0,10
TOTAL		25,76	25,76

3.1.2 Mouvements de l'exercice

Les principaux mouvements de la période entre l'ouverture et la clôture s'analysent comme suit :

	30-sept-05	31-mars-05
Goodwills nets à l'ouverture	25,76	22,85
Acquisitions		0,16
Cessions		
Perte de valeur		
Autres		2,75
Goodwills nets à la clôture	25,76	25,76

3.1.3 Tests de dépréciation périodiques

Les tests de dépréciation effectués sur les unités génératrices de trésorerie incluant des goodwill n'ont pas révélé de perte de valeur à comptabiliser. Les principales natures d'hypothèses utilisées pour déterminer les flux de trésorerie sont les suivantes :

- valeurs de marché du raisin et des terres à vignes
- évolution des ventes sur les marchés français, britannique et nord-américain,

Les principales hypothèses de taux utilisées sont les suivantes :

- taux de progression à long terme des ventes, au-delà de l'horizon de prévision à 5 ans :
- taux d'actualisation (coût moyen pondéré du capital) : 5,7%

Au 30 septembre 2005, il n'existe pas d'indice que des actifs aient perdu de la valeur.

3.2 Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles par catégorie d'immobilisation s'analyse de la façon suivante :

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 1er avril 2005	Variations de périmètre	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeurs brutes au 30 sept 2005
Marques.....	3,35			(0,03)		3,32
Logiciels.....	1,55		0,10			1,65
Autres	1,75				(1,75)	
Total	6,65		0,10	(0,03)	(1,75)	4,97

Amortissements	Montants à l'ouverture	Variations de périmètre	Dotations de l'exercice	Amort. sur éléments sortis	Autres mouvements	Montant à la clôture *
Marques.....	0,04					0,04
Logiciels.....	1,31		0,10			1,41
Autres	0,61				(0,61)	0,00
Total	1,96		0,10		(0,61)	1,45

Valeur nette	4,69	-	0,00	-	0,03	-	1,14	3,52
--------------------	------	---	------	---	------	---	------	------

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 1er avril 2004	Variations de périmètre	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeurs brutes au 31 mars 2005
Marques.....	3,98			(0,63)		3,35
Logiciels.....	1,44		0,14	(0,03)		1,55
Autres	1,63	0,29		(0,17)		1,75
Total	7,05	0,29	0,14	(0,83)		6,65

Amortissements	Montants au 1er avril 2004	Variations de périmètre	Dotations de l'exercice	Amort. sur éléments sortis	Autres mouvements	Montant au 31 mars 2005
Marques.....	0,04					0,04
Logiciels.....	1,15		0,18	(0,02)		1,31
Autres	0,45		0,16			0,61
Total	1,64		0,34	(0,02)		1,96

Valeur nette	5,41	0,29	-	0,20	-	0,81	-	4,69
--------------------	------	------	---	------	---	------	---	------

3.3 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 1er avril 2004	Variations de périmètre	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeurs brutes au 31 mars 2005
Terrains	66,70	0,33	10,47	(0,49)		77,01
Vignobles	4,81	0,64	0,06		0,04	5,55
Constructions	34,63		0,22	(3,74)	0,37	31,48
Inst. techn. mat. et outillages	35,65		2,16	(0,32)	0,01	37,50
Autres immobilisations corp.	5,01		0,14	(0,51)	(0,03)	4,61
Immobilisations en cours	0,31		0,74		(0,14)	0,91
Total	147,11	0,97	13,79	(5,06)	0,25	157,06

Amortissements	Montants au 1er avril 2004	Variations de périmètre	Dotations de l'exercice	Amort. sur éléments sortis	Autres mouvements	Montant brutes au 31 mars 2005
Terrains	0,05					0,05
Vignobles	2,11	0,30	0,18			2,59
Constructions	14,12		1,15	(0,98)		14,29
Inst. techn. mat. et outillages	25,70		2,32	(0,25)	0,05	27,82
Autres immobilisations corp.	4,00		0,27	(0,24)	(0,20)	3,83
Total	45,98	0,30	3,92	(1,47)	(0,15)	48,58

Valeur nette	101,13	0,67	9,87	-	3,59	0,40	108,48
---------------------------	---------------	-------------	-------------	----------	-------------	-------------	---------------

3.4 Titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence représentent la quote-part de 26,16% dans la SAS Réhoboam (et sa filiale japonaise Jéroboam) et 49% de la SARL Pétret-Martinval..

3.5 Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont détaillées ci-dessous :

	30-sept-05	31-mars-05
	Net	Net
Titres non consolidés		
Prêts	2,00	2,45
Autres	0,19	0,19
Total	2,19	2,64

Les prêts correspondent principalement à des prêts accordés à des partenaires viticulteurs ; les prêts à échéance à plus d'un an bénéficient de garanties. Ils font l'objet d'une actualisation au taux de marché équivalent de 3% s'ils sont sans intérêt.

3.6 Stocks et encours

	Brut	Provisions	30-sept-05	31-mars-05
			Net	Net
Marchandises et produits finis	82,56		82,56	87,57
Matières premières et produits en cours	213,04	(0,27)	212,76	218,30
Total	295,59	(0,27)	295,32	305,87

La provision pour dépréciation concerne principalement des articles publicitaires.

Afin de tenir compte du niveau de l'activité sur certains stades de production, le Groupe pratique l'imputation rationnelle des frais fixes pour la valorisation des stocks. Au titre du premier semestre de l'exercice 2005-2006, l'activité est considérée comme normale ; aucune charge de sous-activité n'est donc enregistrée dans le compte de résultat.

Le prix de revient des stocks inclut le montant estimé de la récolte en cours, qui s'élève au 30 septembre 2005 à 7,15 M€, contre 4.61M€ au 30 septembre 2004.

3.7 Clients et créances rattachées

			30-sept-05	31-mars-05
	Brut	Provisions	Net	Net
Clients	50,95	(1,16)	49,79	33,27
Total	50,95	(1,16)	49,79	33,27

3.8 Autres créances

Les autres créances s'analysent ainsi :

	30-sept-05	31-mars-05
Etat - Créances de TVA	2,65	5,22
Charges constatées d'avance	1,06	0,98
Divers	4,73	7,29
Total	8,44	13,49

Les créances ci-dessus sont toutes à échéance à moins d'un an.

Le poste « divers » comprend essentiellement des avances à des fournisseurs de raisins et vins.

3.9 Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Solde à l'ouverture	Dotations	Utilisations	Reprises	Autres mouvements	Solde à la clôture
Engagements vis-à-vis du personnel	4,57		(0,35)			4,22
Risques financiers	0,73			(0,73)		
Autres provisions	1,95	0,01	(0,24)		(0,88)	0,84
Total	7,25	0,01	(0,59)	(0,73)	(0,88)	5,06

3.9.1 Provisions relatives aux engagements vis-à-vis du personnel

Ces provisions couvrent trois natures d'engagements :

- Les salariés des sociétés françaises reçoivent, lors de leur départ en retraite, une indemnité calculée selon la convention collective du Champagne et dont le montant varie en fonction, notamment, de leur dernier salaire et des années d'ancienneté. Ces plans constituent des régimes à prestations définies au sens de la norme IAS 19. Ils ne font pas l'objet d'un financement spécifique.

- Par ailleurs, le Groupe a souscrit un contrat de retraite sur-complémentaire à prestations définies au profit de ses cadres supérieurs. Ce contrat assure une rente annuelle brute de 15% du salaire des 12 mois précédant le départ en retraite. Les droits ne sont acquis qu'après la liquidation de la retraite de base. Ce plan constitue un régime à prestations définies au sens de la norme IAS 19. Il fait l'objet d'un financement spécifique sans recours, confié à un organisme extérieur.

Les engagements vis-à-vis du personnel (qui n'existent que pour les sociétés françaises) sont calculés selon une méthode rétrospective avec projection des salaires de fin de carrière. Les principales hypothèses actuarielles retenues au 30 septembre 2004, au 31 mars 2005 et au 30 septembre 2005 sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 4,5%
- taux de revalorisation annuelle des salaires : 3%
- âge de départ en retraite : 60 ans si le salarié est âgé de plus de 50 ans et 63 ans dans le cas contraire
- taux de charges sociales : 45%
- taux annuel de démission: 5% pour les salariés âgés de moins de 40 ans, 2% pour les salariés âgés de 40 à 50 ans et 1% au-delà.
- table de mortalité : TPRV 93

Ces hypothèses de rotation sont amendées pour le personnel commercial du GIE Laurent-Perrier Diffusion.

Le rapprochement entre la dette actuarielle nette de la juste valeur des fonds des régimes d'une part et la provision figurant au bilan consolidé d'autre part, s'analyse comme suit :

	30-sept-05	31-mars-05	30-sept-04
Dette actuarielle des régimes financés	1,08	1,05	1,93
Juste valeur des fonds des régimes financés.....	(0,32)	(0,03)	(0,53)
Déficit (Surplus) des régimes financés.....	0,76	1,02	1,40
Dette actuarielle des régimes non-financés (IDR)..	3,36	3,47	3,42
Ecarts actuariels non comptabilisés	0,08	0,08	
Coût des services passés à comptabiliser.....			
Plafonnement de l'actif éventuel			
Provision au bilan	4,20	4,57	4,83

3.9.2 Autres provisions

Les autres provisions sont essentiellement constituées par :

- des provisions pour risques commerciaux et pour litiges avec des fournisseurs.
- des provisions pour médailles du travail

3.10 Endettement et trésorerie

La dette financière nette s'établit ainsi :

	30-sept-05	31-mars-05
Dette financière à long terme	272,61	242,45
Dette financière à court terme	8,48	6,55
Dette financière brute	281,09	249,00
Instrumentés dérivés sur risque de taux d'intérêt	"	"
Dette financière brute après prise en compte des instruments dérivés ..	0,00	0,00
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	"	"
Dette financière nette	281,09	249,00

La dette financière brute se ventile par nature de la façon suivante :

	30-sept-05	31-mars-05
Emprunts auprès des établissements de crédit (crédits d'investissement).....	79,28	83,63
Emprunts auprès des établissements de crédit (crédits d'exploitation).....	190,47	156,72
Autres dettes financières	2,86	2,10
Contrats de location-financement	"	"
Dette financière à long terme	272,61	242,45
Emprunts auprès des établissements de crédit (crédits d'investissement).....	6,32	2,54
Emprunts auprès des établissements de crédit (crédits d'exploitation).....	1,60	1,78
Contrats de location-financement	"	"
Autres dettes financières	0,00	0,66
Découverts bancaires.....	0,18	1,00
Intérêts courus	0,38	0,57
Dette financière à court terme	8,48	6,55
Dette financière brute	281,09	249,00

L'analyse de la dette après la prise en compte des effets des instruments dérivés de taux d'intérêt se présente ainsi :

	30-sept-05
Taux variable	140,50
Taux variable plafonné	129,50
Taux fixe	11,09
Total	281,09

Le Groupe est endetté à taux variable. Des outils spécifiques d'échange de taux sont mis en place pour les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement :

Crédits d'exploitation

	Crédits d'exploitation à taux variable		Contrats de taux	Position nette après couverture
	Autorisés	Utilisés		
du 1/10/05 au 31/3/06	220,0 M€	186,40 M€	96 M€	90,40 M€
du 1/4/06 au 31/03/07			56,0 M€	130,40 M€
du 1/4/07 au 31/03/08			0,0 M€	186,40 M€

Crédits d'investissement :

Un montant global d'emprunts amortissables pour 85,5 M€ est à taux variable. Des outils d'échange de taux ont été mis en place à hauteur de 33,5 M€. Ces couvertures vont se réduire parallèlement à l'amortissement des emprunts couverts.

La dette financière est libellée exclusivement en euros.

3.11 Impôts différés

Le montant net des impôts différés par nature se présente comme suit :

Détail des impôts différés au bilan	30-sept-05	31-mars-05
Impôts sur la réévaluation des terres à vignes	7,70	7,81
Impôts sur réévaluation d'actifs corporels	4,74	4,85
Impôts sur réévaluation d'actifs incorporels	0,91	0,48
Impôts sur la mise à la valeur de marché de la récolte	2,46	1,61
Impôts sur l'élimination des marges en stock	(1,61)	(1,69)
Impôts sur l'élimination de la provision sur actions propres	0,71	
Impôts sur les instruments financiers	(0,54)	
Impôts sur provisions pour hausse de prix	1,61	2,10
Impôts sur amortissements dérogatoires	0,72	0,73
Impôts sur avantages du personnel	(1,50)	(1,53)
Autres impôts (1)	(0,04)	0,37
Total	15,15	14,73

(1) L'essentiel de la rubrique "Autres impôts" est représenté notamment par des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable.

3.12 Stocks options

Situation des options en vie et montant de la charge de l'exercice :

	Date d'attribution	Date d'exercice possible	Nombre d'options attribuées et non encore levées
Plan N°1	11/06/99	12/06/04	24 974
Plan N°2	22/10/99	23/10/04	1 000
Plan N°3	31/03/00	31/03/05	33 900
Plan N°4	25/04/00	26/04/05	
Plan N°5	01/04/01	31/03/06	40 050
Plan N°6	04/09/01	06/09/05	1 950
Plan N°7	26/03/02	27/03/06	58 650
Plan N°8	25/03/03	26/03/07	40 600
Plan N°9	30/03/04	31/03/08	40 650
Plan N°10	08/03/05	09/03/09	18 000

Conformément à IFRS 2, seuls les plans postérieurs au 7 novembre 2002 ont été valorisés. Compte tenu de l'étalement sur la période d'acquisition des droits, la charge au 30 septembre 2005 (6 mois) est de 50 K€.

3.13 Information sectorielle par zones géographiques

	30-sept-05	31-mars-05	30-sept-04
Chiffre d'affaires			
France	29,40	70,93	26,48
Europe	44,67	95,43	40,44
Autres et éliminations	16,66	24,61	12,94
Total consolidé	90,73	190,97	79,86
Résultat opérationnel courant			
France	21,54	36,48	16,64
Europe	(1,30)	(0,30)	(0,30)
Autres et éliminations	(1,60)	(2,00)	(1,00)
Total consolidé	18,64	34,18	15,34
Actif du bilan			
France	499,19	500,34	457,06
Europe	6,94	7,79	7,58
Autres et éliminations	(1,21)	0,06	(0,77)
Total consolidé	504,92	508,19	463,87
Investissements (immobilisations corporelles et incorporelles)			
France	3,49	14,73	2,27
Europe	"	"	"
Autres et éliminations	"	"	"
Total consolidé	3,49	14,73	2,27
Passif (hors capitaux propres)			
France	347,98	351,36	317,65
Europe	2,28	1,56	1,73
Autres et éliminations	0,69	0,35	0,47
Total consolidé	350,95	353,27	319,85

3.14 Autres produits d'exploitation nets

Ils se décomposent ainsi :

	30-sept-05	31-mars-05	30-sept-04
Marge sur produits intermédiaires et prestations de services	0,31	2,22	0,26
Produits de change sur opérations d'exploitation	0,25	0,14	0,06
Pertes de change sur opérations d'exploitation	(0,20)	(0,45)	(0,25)
Autres produits d'exploitation nets	0,36	1,90	0,07

La marge sur les autres produits intermédiaires et prestations de services se ventile comme suit :

	30-sept-05	31-mars-05	30-sept-04
Produits intermédiaires			
Chiffre d'affaires	0,53	5,76	0,12
Coûts des ventes	(0,42)	(4,52)	(0,06)
Marge.....	0,10	1,24	0,06
Prestations de services			
Chiffre d'affaires	0,80	4,73	0,85
Coûts des ventes	(0,59)	(3,74)	(0,65)
Marge.....	0,21	0,98	0,20
Marge consolidée	0,31	2,22	0,26

3.15 Frais de personnel

Les frais de personnel (y compris charges sociales, participation, intéressement et engagements de retraite) sont répartis entre les différentes fonctions de la façon suivante :

	30-sept-05	31-mars-05	30-sept-04
Coûts des ventes	6,18	11,33	4,61
Charges commerciales	6,54	14,05	6,53
Charges administratives	3,59	7,02	3,13
Total	16,31	32,40	14,27

3.16 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges comprennent principalement :

Au 30 septembre 2005, une reprise de provision pour risque financier devenue sans objet.

Au 31 mars 2005 et au 30 septembre 2004, le résultat d'un échange de terrains avec la ville d'Epernay.

3.17 Résultat financier

	30-sept-05	31-mars-05	30-sept-04
Coût de la dette financière brute	(4,55)	(8,57)	(4,31)
Produits de la trésorerie	"		
Effets des évaluations en valeur de marché de la dette financière et instruments de couverture	"		
Coût de la dette financière nette	(4,55)	(8,57)	(4,31)
Part inefficace des couvertures de change	(0,15)		
Autres, nets	(0,08)	(0,41)	(0,19)
Autres produits et charges financiers	(0,23)	(0,41)	(0,19)
Résultat financier	(4,78)	(8,98)	(4,50)

3.18 Charge d'impôt

La charge d'impôt et le taux effectif d'imposition s'analysent comme suit :

	30-sept-05	31-mars-05	30-sept-04
Impôts courants	4,89	8,75	4,06
Impôts différés	0,78	0,54	0,86
Charge totale d'impôt	5,67	9,29	4,92
Résultat avant impôt	14,54	25,60	11,42
Taux d'imposition effectif	-39,0%	-36,3%	-43,1%

L'écart entre le taux d'imposition théorique – taux légal applicable aux sociétés françaises – et le taux d'imposition effectif constaté dans les états financiers consolidés, s'analyse de la façon suivante :

	30-sept-05	en %	30-sept-04	en %
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôt sur les bénéfiques et impôts différés	14,54		11,42	
Charge d'impôt théorique à 34,43 % (35,43% en N-1).....	5,00	34,4%	4,06	35,6%
Différences permanentes comptables et fiscales	(0,05)	-0,3%	0,46	4,0%
Déficits fiscaux de l'exercice non activés	1,00	6,9%	0,46	4,0%
Ecart de taux d'impôt (France/ France et France/étranger)	0,11	0,8%	0,05	0,4%
Economie intégration sur déficits	(0,23)	-1,5%	(0,05)	-0,5%
Divers (dont changement taux ID)	(0,17)	-1,1%	(0,05)	-0,4%
Charge effective d'impôt	5,67	39,0%	4,92	43,1%

Les sociétés Laurent-Perrier, Champagne Laurent-Perrier, Champagne de Castellane, Laurent-Perrier Diffusion, Lemoine, Grands Vignobles de Champagne et A.S. sont membres d'un Groupe fiscalement intégré. La société Château Malakoff est entrée dans ce groupe intégré depuis le 1^{er} avril 2004.

Les conventions signées entre la société mère et les filiales intégrées ont retenu la méthode de la neutralité ; l'impôt dû est comptabilisé par les filiales comme si elles étaient imposées séparément, la société mère enregistre son propre impôt et l'économie provenant de l'application du régime. L'économie d'impôt réalisée du fait de l'intégration fiscale est de 0,14 M€ pour la période.

Le montant des reports déficitaires non activés s'élèvent à 1,0 M€.

3.19 Engagements vis-à-vis du personnel

La charge du semestre, enregistrée en résultat opérationnel courant, au titre des engagements de retraite sur des régimes à prestations définies s'analyse de la façon suivante :

	30-sept-05	31-mars-05	30-sept-04
Coût des services rendus	(0,08)	(0,18)	(0,09)
Effets de l'actualisation	(0,10)	(0,23)	(0,12)
Rendement attendu des placements dédiés	-	0,01	0,01
Amortissement des écarts actuariels			
Modification des régimes			
Charge de l'exercice	- 0,18	- 0,40	- 0,20

3.20 Engagements et passifs éventuels

Engagements financiers

Au 30 septembre 2005, une fraction des dettes bancaires décrites au § 3.10, correspondant à un plafond d'autorisation de 220 M€, fait l'objet de garanties assorties de sûretés réelles constituées exclusivement de warrants douaniers. Les garanties données sont limitées aux utilisations. Au 30 septembre 2005, ces garanties s'élevaient à 219.3 M€. Dans le cadre des accords avec son pool bancaire, le Groupe s'est engagé à maintenir un ratio de couverture des frais financiers par le résultat opérationnel (tableau ci-dessous) et un rapport endettement net / capitaux propres part du groupe inférieur à 2. Le non-respect des ratios précités entraîne la mise en œuvre d'une clause de revoir non assortie d'une clause d'exigibilité anticipée.

Le ratio de couverture des frais financiers par le résultat opérationnel devra être :

- supérieur ou égal à 2,65 au 31 mars 2006
- supérieur ou égal à 2,95 au 31 mars 2007
- supérieur ou égal à 3,25 au 31 mars 2008

L'impact du passage aux normes IFRS sur ces ratios sera examiné avec le pool bancaire en décembre 2005.

Autres engagements

- Des hypothèques ont été données afin de garantir les financements d'acquisitions de biens immobiliers pour un montant total de 31,8 M€.
- Des nantissements d'actions ont été consentis pour un montant total de 41,2 M€ et un nantissement de fonds de commerce pour un montant de 7,8 M€ afin de garantir les financements d'acquisitions ou d'augmentation de capital de sociétés.
- Certaines filiales sont engagées contractuellement auprès de divers fournisseurs pour l'achat d'une partie significative de leur approvisionnement en raisins. Ces engagements portent sur des surfaces ; dès lors, en raison des écarts pouvant affecter d'une année sur l'autre tant les rendements que les prix, la valeur de ces engagements ne peut être quantifiée avec une approximation raisonnable. Ces engagements représentent des atouts essentiels à l'activité d'une Maison de Champagne.
- Le Groupe Laurent-Perrier détient dans ses caves 25 047 hectolitres de vins des récoltes 1998, 1999, 2000, 2002 et 2004 constituant une réserve qualitative et appartenant à des viticulteurs et coopératives.

Engagements reçus

- Une garantie de passif limitée à un montant de 10 M€ a été donnée par une personne physique, l'un des anciens propriétaires de la SA Château Malakoff. Cette garantie court jusqu'au 31 janvier 2008 et est elle-même garantie à hauteur de 5 M€ par un établissement bancaire.
- Une garantie de passif limitée à un montant de 0,3 M€ a été donnée par des personnes physiques, anciens propriétaires de la SARL Alain Mandois. Cette

garantie court jusqu'au 31 décembre 2007 et est elle-même garantie par un établissement bancaire.

3.21 Chiffres clé de la société mère

	30-sept 2005	31-mars 2005	30-sept 2004
Chiffre d'affaires	0,69	1,32	0,64
Résultat d'exploitation	1,88	3,13	1,77
Résultat net	5,43	5,67	5,45
Capitaux propres	81,09	80,91	80,69
Endettement net	33,28	37,70	33,28

4. PRINCIPES RETENUS POUR LA PREMIERE APPLICATION DU REFERENTIEL IFRS

Compte tenu des difficultés pratiques posées par une application totalement rétrospective, la norme IFRS 1 prévoit des traitements optionnels ; les choix effectués par Laurent-Perrier en ce domaine sont les suivants :

- Regroupements d'entreprises :révision des acquisitions effectuées depuis le 16 février 2004;
- Valorisation des immobilisations corporelles et incorporelles : l'option d'évaluation de ces actifs à leur juste valeur à la date de transition n'a pas été retenue ;
- Avantages du personnel : les écarts actuariels à la date de transition ont été comptabilisés ;
- Conversion des comptes des filiales étrangères : les réserves de conversion relatives à la consolidation des filiales en devises étrangères sont maintenues dans le poste « réserve de conversion » ;
- Paiements en actions : la norme IFRS 2 *Paiements en actions* est appliquée à tous les plans d'options ouverts à compter du 7 novembre 2002.

4.1 Tableau de réconciliation des capitaux propres au 1^{er} avril 2004

Capitaux propres selon les normes françaises au 1.4.2004	128,62
Réévaluation des terres à vignes	20,40
Mise à la valeur de marché des vendanges	3,23
Prise en compte des écarts actuariels différés	(1,64)
Annulation des frais de dépôt de marques	(1,01)
Autres	(0,02)
Effets d'impôt sur les retraitements ci-dessus	(8,95)
Capitaux propres selon les IFRS au 1.4.2004	140,63

4.2 Tableaux de passage au 31mars 2005

4.2.1 Bilan

<i>en millions d'euros</i>	Normes françaises	Réévaluation des terres à vignes	Mise à la valeur de marché des vendanges	Avantages du personnel	Annulation frais dépôt de marques	Annulation amort. goodwill	Impôts différés sur retraitements IFRS	Reclas-sements	IFRS
Actif		§ xx	§ xx	§ xx	§ xx	§ xx	§ xx	§ xx	
Goodwill	20,28	3,70				1,78			25,76
Immobilisations incorporelles nettes	4,70				(1,18)				3,52
Immobilisations corporelles nettes	89,69	18,65							108,34
Titres mis en équivalence									-
Actifs financiers non courants	2,83								2,83
Actif d'impôt différé									-
Actif non courant	117,50	22,35	-	-	(1,18)	1,78	-	-	140,45
Stocks et en-cours	301,25		4,61						305,86
Créances clients	33,27								33,27
Autres créances	14,48								14,48
Actifs destinés à être cédés									-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14,12								14,12
Actif courant	363,12	-	4,61	-	-	-	-	-	367,73
TOTAL DE L'ACTIF	480,62	22,35	4,61	-	(1,18)	1,78	-	-	508,18
Passif									
Capital	22,59								22,59
Primes liées au capital	22,74								22,74
Réserve de réévaluation		22,35							22,35
Réserves consolidées	91,67		4,61	(1,13)	(1,18)	1,78	(10,25)		85,50
Ecart de conversion	0,01								0,01
Capitaux propres - part du Groupe	137,00	22,35	4,61	(1,13)	(1,18)	1,78	(10,25)	-	153,18
Intérêts minoritaires	1,73								1,73
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	138,73	22,35	4,61	(1,13)	(1,18)	1,78	(10,25)	-	154,91
Provisions pour risques et charges - part à LT	5,92			1,32					7,24
Dettes financières à long terme	247,22								247,22
Passifs d'impôt différé	5,46						10,25		15,71
Passif non courant	258,60	-	-	1,32	-	-	10,25	-	270,17
Dettes financières à court terme	1,79								1,79
Fournisseurs	62,81								62,81
Dettes fiscales et sociales	10,91			(0,19)					10,72
Passif d'impôt exigible									-
Autres dettes	7,78								7,78
Passif courant	83,29	-	-	(0,19)	-	-	-	-	83,10
TOTAL DU PASSIF	480,62	22,35	4,61	-	(1,18)	1,78	-	-	508,18

4.2.2 Compte de résultat

<i>(en millions d'euros, sauf résultat par action)</i>	Normes	Reclassements	Avantages du personnel	Frais dépôt de marques	Stock options	Annulation amort. goodwill	Mise à la val de marché des vendanges	ID sur retraitements IFRS	IFRS
	françaises								
	§ xx	§ xx	§ xx	§ xx	§ xx	§ xx	§ xx		
Chiffre d'affaires	213,49	(22,52)							190,97
Coût des ventes	(103,70)						1,38		(102,32)
Marge brute	109,80	(22,52)	0,00	0,00	0,00	0,00	1,38		88,65
Autres produits d'exploitation nets	2,22	(0,32)							1,90
Charges commerciales	(60,76)	22,42							(38,34)
Charges administratives	(17,48)	(1,04)	0,73	(0,15)	(0,10)				(18,03)
Résultat opérationnel courant	33,77	(1,45)	0,73	(0,15)	(0,10)	0,00	1,38		34,18
Autres charges et produits opérationnels	0,47								0,47
Résultat opérationnel	34,25	(1,45)	0,73	(0,15)	(0,10)	0,00	1,38		34,65
Coût de la dette financière nette	(8,57)								(8,57)
Autres produits et charges financiers	(0,80)	0,61	(0,22)						(0,41)
Résultat financier	(9,37)	0,61	(0,22)	0,00	0,00	0,00	0,00		(8,98)
Impôts sur les bénéfices	(8,76)							(0,53)	(9,29)
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	(0,09)								(0,09)
Participation des salariés	(0,84)	0,84							0,00
Amortissement des goodwills	(1,78)					1,78			0,00
Résultat net des activités en cours de cession	0,08								0,08
Résultat net	13,48	0,00	0,51	(0,15)	(0,10)	1,78	1,38	(0,53)	16,38
Résultat net : part des minoritaires	0,07								0,07
Résultat net : part du Groupe	13,41	0,00	0,51	(0,15)	(0,10)	1,78	1,38	(0,53)	16,31

4.3 Tableaux de passage au 30 septembre 2004

4.3.1 Compte de résultat

<i>(en millions d'euros, sauf résultat par action)</i>	Normes françaises	Redassements	Avantages du personnel	Frais dépôt de marques	Stock options	Annulation amort goodwill	Mise à la val de marché des vendanges	ID sur retraitements IFRS	IFRS
	§xx	§xx	§xx	§xx	§xx	§xx	§xx		
Chiffre d'affaires	88,67	(8,81)							79,86
Coût des ventes	(42,29)						2,30		(39,99)
Marge brute	46,38	(8,81)	0,00	0,00	0,00	0,00	2,30		39,86
Autres produits d'exploitation nets	0,26	(0,18)							0,07
Charges commerciales	(25,39)	8,78							(16,60)
Charges administratives	(7,71)	(0,44)	0,27	(0,06)	(0,05)				(7,99)
Résultat opérationnel courant	13,54	(0,66)	0,27	(0,06)	(0,05)	0,00	2,30		15,34
Autres charges et produits opérationnels	0,55								0,55
Résultat opérationnel	14,08	(0,66)	0,27	(0,06)	(0,05)	0,00	2,30		15,89
Coût de la dette financière nette	(4,31)								(4,31)
Autres produits et charges financiers	(0,37)	0,30	(0,11)						(0,19)
Résultat financier	(4,68)	0,30	(0,11)	0,00	0,00	0,00	0,00		(4,49)
Impôts sur les bénéfices	(4,05)							(0,86)	(4,91)
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	(0,05)								(0,05)
Participation des salariés	(0,36)	0,36							0,00
Amortissement des goodwills	(0,84)					0,84			0,00
Résultat net des activités en cours de cession	0,08								0,08
Résultat net	4,18	0,00	0,16	(0,06)	(0,05)	0,84	2,30	(0,86)	6,52
Résultat net : part des minoritaires	0,01								0,01
Résultat net : part du Groupe	4,18	0,00	0,16	(0,06)	(0,05)	0,84	2,30	(0,86)	6,51

4.4 Retraitements liés à la première application du référentiel IFRS

Les notes ci-après ont pour objectif de préciser la nature des divergences qui existent entre les normes françaises et les normes IFRS lors de la première application des normes internationales au 1^{er} avril 2004 et dans les comptes de l'exercice 2004-2005.

4.4.1 Réévaluation des terres à vignes

Dans les comptes établis en normes françaises, les terres à vignes étaient enregistrées au coût historique lors de leur acquisition.

Conformément à l'option prévue par l'IAS 16 *Immobilisations corporelles*, le Groupe Laurent-Perrier a opté pour la réévaluation de ses terres à vignes. Cette méthode, dont les modalités d'application sont décrites au § 1.10 dans la partie relative aux principes comptables, est appliquée de façon rétrospective au 1^{er} avril 2004. L'écart apparaissant entre la valeur réévaluée à cette date et la valeur historique est enregistré au poste « réserves de réévaluation » dans les capitaux propres, net d'impôt différé.

4.4.2 Mise à la valeur de marché des vendanges

En normes françaises, la vendange est valorisée au prix de revient. Les récoltes produites dans les vignes appartenant au Groupe sont valorisées au coût de production pour le Groupe, entraînant, notamment, l'élimination de la marge réalisée par la société GVC, propriétaire du vignoble.

L'IAS 41 *Agriculture* impose de valoriser la vendange au prix du marché, comme si les raisins avaient été acquis. Ceci conduit à enregistrer sur l'exercice de la récolte un effet positif ou négatif, de la différence entre le prix de revient et le prix de marché.

Par ailleurs, les raisins obtenus gratuitement en rémunération de la location de vignobles ou dans le cadre de contrat de métayage ne sont pas valorisés dans le prix de revient des stocks selon les normes françaises. La norme IAS 18 *Produits des activités ordinaires* requiert de valoriser les opérations d'échange sur la base de la juste valeur des biens ou services reçus par Laurent-Perrier, autrement dit à la valeur de marché des raisins reçus en rémunération du bail.

Au 1^{er} avril 2004, l'incidence de la mise à la valeur de marché des récoltes antérieures à 2004, pour la part restant en stocks à cette date, est un gain constaté en réserves accumulées.

4.4.3 Avantages du personnel

Seuls les engagements de retraite des sociétés françaises font l'objet d'une provision dans les comptes établis selon les normes françaises.

Conformément à IAS 19 *Avantages du personnel* qui impose la constatation de l'ensemble des avantages du personnel, les engagements de retraite vis-à-vis du personnel des sociétés étrangères (Etats-Unis, Grande-Bretagne et Suisse), ainsi que l'engagement de retraite sur-complémentaire accordée à certains membres de la direction (qui figurait en engagements hors bilan) font l'objet d'une provision complémentaire au 1^{er} avril 2004 par la contrepartie des réserves accumulées.

Le coût des services passés résultant de l'élargissement du nombre de bénéficiaires au régime de sur-complémentaire est amorti sur la durée de service moyenne qu'ils leur restent à accomplir.

4.4.4 Frais de dépôt de marque

Les frais de dépôt de marque, antérieurement immobilisés et amortis sur 10 ans, ne constituent pas des immobilisations incorporelles selon IAS 38 *Immobilisations incorporelles*. Leur montant net au 1^{er} avril 2004 est annulé par la contrepartie des réserves accumulées. Ils sont comptabilisés directement en charges à compter de cette date et les amortissements comptabilisés sont annulés dans le compte de résultat en IFRS.

4.4.5 Annulation des fonds de commerce

Les fonds de commerce antérieurement comptabilisés ne constituent pas des immobilisations incorporelles selon IAS 38 *Immobilisations incorporelles* dès lors qu'ils ne sont pas identifiables. Ils sont annulés au 1^{er} avril 2004 par la contrepartie des réserves accumulées.

4.4.6 Amortissement du goodwill

Laurent Perrier a retenu l'option offerte par IFRS 1 de retraiter ses regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition aux IFRS, le 1^{er} avril 2004. L'affectation du prix d'acquisition de la SA Château Malakoff a été revue, ce qui a conduit à reclasser un montant de 3,7 M€ des terres à vignes au goodwill.

Les goodwills ne sont plus amortis dans le référentiel international. Conformément à IFRS 3 *Regroupement d'entreprises*, ils font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Les amortissements constatés sur l'exercice 2004-2005 sont annulés et augmentent le résultat de l'exercice à due concurrence.

4.4.7 Actualisation des prêts à long terme sans intérêt

Laurent-Perrier accorde des prêts de longue durée sans intérêt à des vignerons partenaires dont elle s'assure en contrepartie l'exclusivité de la récolte. La renonciation à recettes d'intérêts rémunère l'acquisition d'un contrat d'approvisionnement. La valeur de l'avantage consenti, égal à la différence entre la valeur nominale et la valeur actuelle de la créance calculée sur la base d'un taux d'intérêt de marché, est inscrite en résultat pour la variation de l'exercice et en réserves consolidées pour le montant au 1^{er} avril 2004.

4.4.8 Stock options

Conformément au principe comptable décrit au § 1.17 ci-dessus, la charge liée aux plans de souscription mis en place depuis le 7 novembre 2002 est constatée dans le résultat de l'exercice 2004-2005 par la contrepartie des réserves.

4.4.9 Effets d'impôt sur les retraitements ci-dessus

Hormis l'annulation de la dotation aux amortissements des goodwill de l'exercice 2004-2005, l'ensemble des retraitements ci-dessus entraîne la constatation d'un impôt différé au taux normal, constaté dans les réserves accumulées ou dans le résultat selon le cas.

Par ailleurs, l'impôt différé non constaté en normes françaises sur des réévaluations d'actifs intervenues lors d'acquisitions antérieures à 2000 a été enregistré.

4.4.10 Reclassement du chiffre d'affaires

Les sommes versées dans le cadre d'accords de participation publicitaire avec le distributeur, comptabilisées en charges dans les comptes établis en normes françaises, sont désormais déduites du chiffre d'affaires.

4.5 Application des IAS 32 / 39 au 1^{er} avril 2005

Les instruments dérivés sont désormais comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan d'ouverture en IFRS. Les ajustements de valeur correspondants ont été comptabilisés comme suit :

- le montant de la réévaluation des instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie futurs en IFRS a été inscrit au poste « réserve de réévaluation » dans les capitaux propres ;
- le montant de la réévaluation des autres instruments dérivés a été inscrit au poste « réserves accumulées » dans les capitaux propres.

En outre, les actions propres détenues par Laurent Perrier et qui figuraient à l'actif du bilan en normes françaises ont été imputées sur les capitaux propres en IFRS.

5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

5.1 Sociétés consolidées par intégration globale

<u>Société</u>	<u>Siège</u>	<u>n° SIREN</u>	<u>%</u> <u>Contrôle</u>	<u>%</u> <u>Intérêt</u>
----------------	--------------	-----------------	-----------------------------	----------------------------

France

Laurent-Perrier	32 Avenue de	335 680 096	100.00	100.00
	Champagne 51150 TOURS SUR MARNE			
Champagne Laurent-Perrier	32 Avenue de	351 306 022	100.00	100.00
	Champagne 51150 TOURS SUR MARNE			
Laurent-Perrier Diffusion	32 Avenue de	337 180 152	99.96	99.96
	Champagne 51150 TOURS SUR MARNE			
Champagne LEMOINE	Rue de Chigny	335 780 011	99.80	99.80
	51500 Rilly La Montagne			
Société A.S.	5/7 rue de la Brèche	095 750 038	98.25	98.25
	d'Oger 51190 LE MESNIL SUR OGER			
Grands Vignobles de Champagne	32 Avenue de	379 525 389	99.99	99.93
	Champagne 51150 TOURS SUR MARNE			
SCA Coteaux de Courteron	32 Avenue de	352 427 603	51.05	40.00
	Champagne 51150 TOURS SUR MARNE			
SCA Coteaux de Charmeronde	32 Avenue de	335 680 096	1.14	51.14
	Champagne 51150 TOURS SUR MARNE			
SCA Coteaux du Barrois	32 Avenue de	350 251 351	50.96	50.96
	Champagne 51150 TOURS SUR MARNE			
Champagne de Castellane	57 rue de Verdun	095 850 529	99.81	99.81
	51200 EPERNAY			

SARL Alain Mandois	32 avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	340 692 789	100.00	100.00
Château Malakoff S.A.	3 rue Malakoff 51200 EPERNAY	957 500 890	100.00	100.00
SC de CHAMOE	32 avenue de Champagne 51150 TOURS SUR MARNE	390 025 716	100.00	100.00
SC Coteaux de la Louvière	32 avenue de Champagne 51150 TOURS SUR MARNE	384 974 835	50,44	30,00
SCEA des Grands Monts	32 avenue de Champagne 51150 TOURS SUR MARNE	388 367 534	51,15	30,00
SC Cuvillier	32 avenue de Champagne 51150 TOURS SUR MARNE	388 693 657	99,00	99,00
SC Dirice	Domaine Laurent-Perrier 51150 TOURS SUR MARNE	414 522 367	100,00	100,00
	32 avenue de Champagne 51150 TOURS SUR MARNE			
<u>ETRANGER</u>				
Laurent-Perrier UK LTD	66/68 Chapel Street Marlow Bucks SL 7 1 DE GRANDE BRETAGNE	/	99.80	99.80
Laurent-Perrier U.S., Inc.	2320 Marinship Suite 140 Sausalito California 94965 USA	/	100.00	100.00
Laurent-Perrier Suisse	Chemin de la Vuarpillière 35 1260 NYONS SUISSE	/	100.00	100.00

5.2 Sociétés consolidées par mise en équivalence

<u>Société</u>	<u>Siège</u>	<u>N° SIREN</u>	<u>% Contrôle</u>	<u>% Intérêt</u>
<u>France</u>				
SARL Péret-Martinval	9 rue des Ecoles 51530 CHOUILLY	407 910 629	49.00	49.00
SAS Réhoboam	43 Avenue Marceau 75116 PARIS	448 483 370	26.16	26.16
<u>ETRANGER</u>				

Jéroboam Co. Ltd	2-12-16 Minato-ku Tokyo 107-0061 JAPAN	Kita-Aoyama /	26.16	26.16
------------------	--	---------------	-------	-------

B. Rapport d'activité semestriel du Directoire au Conseil de Surveillance du 29 novembre 2005

Mesdames, Messieurs,

Activité au 30 septembre 2005

Pour le 1^{er} semestre clos le 30 septembre 2005, le Groupe Laurent-Perrier a enregistré une progression de 36,4% de son résultat net. Ces performances reflètent la forte hausse des volumes (+10,9%), combinée à une nouvelle amélioration du prix moyen de vente (+3,0%) et à une bonne maîtrise des charges.

Principales données financières (Normes IFRS)

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2004-2005	1 ^{er} semestre 2005-2006	Variation
Chiffre d'affaires	79,9	90,7	+ 13,6%
Résultat opérationnel courant	15,3	18,6	+ 21,5%
Marge opérationnelle (%)	19,1%	20,5%	+ 1,4 pt
Résultat net part du Groupe	6,5	8,9	+ 36,4%

La croissance des volumes de vente, qui bénéficie aux marques principales du Groupe, s'est faite sur un marché du champagne en légère baisse (-0,4%).

Le Groupe, qui continue à gagner des parts de marché en France, a aussi enregistré une amélioration significative de ses volumes vendus à l'international (+ 15,6%). Conformément à la politique de valeur poursuivie par le Groupe depuis plusieurs années, cette progression ne s'est pas faite au détriment du niveau des prix. L'activité a été soutenue par la nouvelle image de la marque Laurent-Perrier, désormais implantée dans le monde entier. En particulier, Grand Siècle, la grande cuvée de la Maison, a connu un très fort développement de ses ventes (+50%).

La marge brute, qui avait baissé en 2004-2005 du fait de l'intégration de Château Malakoff, retrouve une tendance positive et croît plus vite que le chiffre d'affaires : à 51%, elle gagne un point par rapport au premier semestre de l'année dernière.

Le résultat opérationnel courant affiche un bond de 21,5%, malgré une hausse des dépenses de soutien de marque particulièrement concentrées sur le premier semestre de l'exercice en cours.

Les charges financières progressent de 6%. L'impact de la hausse de l'endettement de 24 millions d'euros a été limité par l'évolution favorable des taux d'intérêt.

La transition aux normes IFRS s'est traduite par un effet positif de + 3,4 M€ sur le résultat net. L'écart provient essentiellement des quatre éléments suivants :

- la mise à la valeur de marché des raisins produits en propre (+ 2,5 M€)
- la comptabilisation des instruments financiers (+ 1,0 M€)

- l'absence d'amortissement des survaleurs (+ 0,9 M€)
- l'augmentation de la charge d'impôts différés (- 1,1 M€).

Au 30 septembre 2005, le total du bilan du Groupe a augmenté de 41 M€ par rapport au 30 septembre 2004. Cette hausse s'explique essentiellement par les investissements effectués au second semestre 2004-2005 et par la remontée des stocks liée à l'excellente vendange 2004. Cette variation a été financée par endettement, celui-ci restant encore sensiblement en dessous des autorisations bancaires en cours.

Perspectives

Pour l'exercice 2005-2006, le Groupe Laurent-Perrier prévoit que son chiffre d'affaires en normes IFRS pourrait s'inscrire entre 200 millions d'euros et 205 millions d'euros, soit un progrès de +4% à +7%. En effet, le Groupe a fait le choix de ralentir la progression de ses ventes, afin de privilégier sa rentabilité.

C'est pourquoi, sur la base des performances du premier semestre et compte tenu d'une évolution plus favorable des parités monétaires, le Groupe Laurent-Perrier révisé en hausse ses perspectives pour l'ensemble de l'exercice 2005-2006 : ainsi, le résultat net, stable dans ses prévisions initiales, pourrait progresser de +5% à +10%.

Le Directoire

C. Attestation des Commissaires aux comptes

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société et en application de l'article L 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société Laurent-Perrier, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice à clore le 31 mars 2006, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant, d'une part, les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne tels que décrits dans les notes annexes, et, d'autre part, des règles de présentation et d'information applicables aux comptes intermédiaires, tels que définies dans le Règlement général de l'AMF. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice clos le 31 mars 2005 et au premier semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles, à l'exception de normes IAS 32 et IAS 39 qui, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1, sont appliquées depuis le 1^{er} avril 2005.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une

assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard, d'une part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, tels que décrits dans les notes annexes et, d'autre part, des règles de présentation et d'information applicables aux comptes intermédiaires, tels que définies dans le Règlement général de l'AMF.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1 de l'annexe qui expose :

- les options retenues pour la présentation des comptes semestriels consolidés, qui, tout en restant conformes aux règles de présentation et d'information définies dans la recommandation du CNC 99-R-01 et le Règlement général de l'AMF, n'incluent pas toutes les informations de l'annexe exigées par le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ;
- les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés au 31 mars 2006 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris, le 30 novembre 2005

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Philippe Venet & Associés

CHRISTIAN PERRIER
Associé

PHILIPPE VENET